

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE RAZAC SUR L'ISLE**

DEPARTEMENT : DORDOGNE

Séance du : 04.07.2013

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres présents : 16

Nombre de suffrages exprimés : 17

Pour : 17

Date de convocation : 17.06.2013

L'an deux mil **TREIZE** et le **QUATRE JUILLET** à dix huit heures,

Le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M.NASSEYS Jean-Guy, Maire.

Présents : MM.MMES NASSEYS Jean-Guy, PAUL Bernadette, DUBOIS Manuel, GOINAUD Dominique, CAVE Michel, MATTENET Frédéric, BASSOTTO Bernadette, DUGAUGUEZ Marie Josée, SAUMANDE Jean Pierre, LASCAUD Stéphanie, MARZIAC Sabine CALENDREAU Patrick, BUGEAUD Aurélie, PALACIOS Ruben, GUEROULT Bernard, FINKELSTEIN Isabel

M. MATELAT Yvon procuration à Mme GOINAUD Dominique

Absents : MM. THOMAS Didier, MALLET Gilles,

M. DUBOIS a été élu secrétaire de séance.

**N° 2013-99 - INSTITUTION D'UN DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'article L 211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé, d'instituer un droit de préemption dans tout ou partie des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan.

Le Conseil Municipal,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé,

Vu l'article L211-1 du code de l'urbanisme,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

**DECIDE** d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme de la commune – annexe 6.1 -

- de donner délégation au Maire pour tout acte ou décision relatif à l'exercice de ce droit de préemption, conformément à l'article L2122-22 15° du Code Général des Collectivités Territoriales

**PRECISE**

- qu'en application de l'article R211-2 du Code de l'Urbanisme, le droit de préemption ainsi institué fera l'objet des mesures de publicité suivantes :
  - affichage en mairie
  - insertion dans deux journaux diffusés dans le département
- il entrera en vigueur au jour de la plus tardive des trois dates suivantes :
  - premier jour d'affichage en mairie
  - dates d'insertion dans les journaux

- un registre, sur lequel seront transcrits toutes les acquisitions réalisées par la voie de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme

Pour extrait conforme,  
Le Maire,



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le  
Et publication ou notification en date du